

JÉROME JAFFRÉ

*De Valéry Giscard d'Estaing  
à François Mitterrand :  
France de gauche, vote à gauche*

Quand il se penchera sur le changement politique du printemps 1981, l'historien s'étonnera sans doute que la grande majorité des Français, des acteurs politiques et des observateurs aient cru si longtemps en la réélection de M. Giscard d'Estaing. Mais, pour comprendre notre étonnement, il faut revenir aux certitudes contradictoires, qui faisaient croire à la fois à un nouveau succès du Président sortant et à une élection indécise.

LES CERTITUDES CONTRADICTOIRES

*L'évidence d'une réélection facile de M. Giscard d'Estaing*

La défaite de la gauche en mars 1978 marquait la fin de la période du Programme commun. Beaucoup crurent aussi qu'elle sonnait le glas d'une stratégie, celle de l'union de la gauche, d'une ascension, celle du Parti socialiste, et d'une carrière, celle de François Mitterrand. La sociologie, elle-même, paraissait avoir épuisé ses capacités d'explication et de prédiction : si toutes les transformations de la société française de ces vingt dernières années n'avaient pas produit en 1978 leur effet politique en faveur de la gauche (1), pourquoi en irait-il autrement en 1981 ? En outre, à l'automne 1980, plusieurs éléments

(1) On lira à cet égard l'excellent ouvrage des chercheurs de la Fondation nationale des Sciences politiques, *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de la FNSP, 1981, 355 p.

paraissent jouer en faveur de M. Giscard d'Estaing. En tant que Président sortant, tout d'abord, il dispose d'un avantage évident. Tout paraît concourir en sa faveur : le précédent d'une campagne réussie, la possibilité d'agir directement sur les catégories marginales de l'électorat dans les mois qui précèdent le scrutin, une administration dévouée et une radio-télévision bienveillante. A quoi s'ajoute, face aux éventuels rivaux issus de la majorité, le *facteur de légitimité* qui, en 1978 déjà, avait assuré aux députés sortants de la droite un avantage considérable sur leurs rivaux, qu'ils soient UDF ou RPR (2).

De surcroît, est survenue, après la défaite des législatives, la division interne du Parti socialiste qui se manifeste à la fois par l'affrontement très rude de ses courants au Congrès de Metz, la contestation de l'autorité de M. Mitterrand et, plus encore, de sa capacité à gagner les élections, enfin la montée de M. Rocard dans les sondages de popularité. Tout au long de l'année 1980, y compris après le dénouement du 8 novembre, l'électorat socialiste fait du député des Yvelines le candidat de son cœur.

TABLEAU 1. — *Le meilleur candidat socialiste pour l'élection présidentielle*

*L'opinion des sympathisants socialistes au cours de l'année 1980*

*Question.* — A votre avis, qui de François Mitterrand ou de Michel Rocard serait le meilleur candidat pour l'élection présidentielle de 1981 ?

(en %)	Janvier 1980	Mars 1980	Septembre 1980	6-13 novembre 1980
F. Mitterrand	29	19	25	35
M. Rocard	58	58	63	53
Ni l'un, ni l'autre	4	7	5	2
Sans opinion	9	16	7	10
	100	100	100	100

Source : Enquêtes SOFRES. Résultats inédits.

C'est donc avec soulagement — du moins peut-on le supposer — que les conseillers du Président, inquiets d'une candidature Rocard, accueillent la décision du premier secrétaire du PS de briguer pour

(2) Voir Jérôme JAFFRÉ, *The french electorate in march 1978*, in Howard PENNIMAN edit., *The french national assembly elections of 1978*, AEI, 1980, p. 62-64.

la troisième fois la magistrature suprême. Comment, doivent-ils songer, M. Mitterrand, si souvent battu depuis quinze ans, pourrait-il incarner les forces du changement et du renouveau ? En octobre 1980, il ne se trouve que 27 % des Français pour estimer que le député de la Nièvre « ferait un bon Président ». La sévérité de cette appréciation est partagée dans toutes les familles politiques : 12 % seulement des sympathisants RPR pensent que M. Mitterrand ferait un bon Président, 15 % des UDF, 27 % des communistes et pas même la moitié (49 %) des socialistes !

Mais, en définitive, beaucoup jugent probable la réélection de M. Giscard d'Estaing en comparant la situation respective de la gauche et de la majorité. Malgré la bataille des chefs, ouverte en août 1976, les électors UDF et RPR restent unis sur l'essentiel (3). Tout permet de penser qu'après une primaire disputée, l'unité des électeurs modérés se reconstituera au second tour, face au candidat de la gauche. Espoir suprême, suprême espoir de la droite : le blocage communiste. Comment le PC, qui avait refusé d'aller au pouvoir en 1978 aux conditions qu'il négociait avec le PS, pourrait-il accepter en 1981 de lui donner sans contrepartie la présidence de la République, clef de voûte de nos institutions ? Si le candidat socialiste est en position de l'emporter, un mot d'ordre « bonnet blanc, blanc bonnet » paraît possible, une stratégie d'empêchement probable.

### *M. Giscard d'Estaing sur la défensive*

Ces analyses et ces hypothèses, largement développées dans les médias jusqu'au 10 mai, font la part belle à M. Giscard d'Estaing. En sens inverse, d'autres facteurs — les règles institutionnelles, l'effet de surprise, le rapport des forces, la crise et l'aspiration au changement — jouent puissamment en faveur de l'alternance.

Avec la division entre socialistes et communistes, l'élection présidentielle devient la meilleure chance de succès de la gauche (4). En effet, les contraintes institutionnelles n'y sont pas les mêmes que dans un scrutin législatif. Election décisive, elle est aussi une élection autonome puisque seuls les deux candidats arrivés en tête au premier

(3) Voir Roland CAYROL et Jérôme JAFFRÉ, Les électeurs de la majorité : unité et clivages, *Le Monde, les élections législatives de mars 1978, Dossiers et documents*, p. 56-57. Pour apprécier les changements survenus au cours de la campagne présidentielle, on se reportera à un article des mêmes auteurs, Vers l'éclatement de l'électorat majoritaire ?, *Le Monde*, 16 avril 1981.

(4) Je reprends ici les éléments d'un article que j'ai publié dans *Le Matin* le 2 septembre 1980 : « La gauche et la V<sup>e</sup> République d'Olivier Duhamel : Du bon usage des institutions ».

tour peuvent se maintenir au second. L'entente de la gauche devient alors possible sans programme commun ni alliance rigide. Au second tour il ne s'agit plus d'appeler à voter dans certaines circonscriptions pour des candidats du PC et dans d'autres pour des candidats du PS mais partout pour un seul candidat, le socialiste, s'il est en tête de la gauche. Deuxième avantage : au sein de la droite, l'élection présidentielle, à la différence des législatives, exacerbe les conflits et les rivalités et entraîne des défections dans les reports des voix.

Disséquée à l'avance et trop longtemps attendue, la victoire de la gauche en 1978 s'était finalement dérobée. Rien de semblable ne se produit en 1981 : rares sont ceux qui étudient avant le scrutin l'éventualité de l'alternance ; l'opinion, massivement, croit en la réélection du Président. La gauche, morte en 1978 d'avoir connu six mois trop tôt sa première crise gouvernementale (5), va à l'alternance dans la croyance répandue en sa nouvelle défaite. Dès lors, l'effet de surprise joue à plein : l'aptitude de la gauche à gouverner n'est pas au centre des débats mais cède au contraire la place au bilan de M. Giscard d'Estaing et à sa capacité de réussir dans un second septennat ce qu'il n'a pu mener à bien au cours du premier.

Or, depuis 1978, le rapport des forces entre la gauche et la droite ne s'est pas modifié et demeure à 50/50. A l'automne 1978, le PS remporte un net succès dans une série d'élections législatives partielles. Fait exceptionnel dans ce type de consultation, il enlève les sièges de deux députés invalidés, M. Servan-Schreiber (Meurthe-et-Moselle, 1<sup>re</sup>) et M. de La Malène (Paris, 16<sup>e</sup>). Quelques mois plus tard, la gauche gagne les élections cantonales, comme elle avait gagné celles de 1976, à la décimale près. En juin 1979, les premières élections européennes voient le succès de la liste Veil au détriment de la liste Chirac-Debré, mais le rapport gauche/droite demeure pratiquement stable (47,4 % à la gauche, 48,1 % à la droite). Enfin, les élections législatives partielles de novembre 1980 — où la gauche emporte deux sièges dans l'Ain et le Cantal et reprend celui de l'Aveyron abandonné par Robert Fabre — mettent en lumière trois conclusions essentielles pour la compréhension du prochain scrutin présidentiel (6) : un mois après l'affrontement Mitterrand-Rocard, la capacité d'attraction du PS demeure intacte, à droite les reports de voix UDF-RPR sont médiocres, à gauche le PC n'est pas propriétaire de ses voix,

(5) Pour reprendre l'analyse d'Olivier DUHAMEL, *La gauche et la V<sup>e</sup> République*, Paris, PUF, 1980, p. 412-419.

(6) Voir l'article de Gérard LE GALL, *Leçon des partielles : vers une élection présidentielle incertaine*, *Revue politique et parlementaire*, n° 890, janvier-février 1981, p. 58-68.

sa consigne d'abstention dans l'Aveyron a été rejetée par son électorat.

La crise économique, bien sûr, prend une grande place dans ce panorama. Plus de 80 % des personnes interrogées, chaque mois, estiment inefficace l'action du Gouvernement face à la hausse des prix et au chômage. Interrogés en avril 1980 par la SOFRES, 56 % des Français pensent que le rythme de croissance du pouvoir d'achat va baisser dans les dix ans à venir, 49 % craignent une hausse des prix annuelle supérieure à 10 % ; enfin 58 % s'attendent à ce que les dix prochaines années soient moins bonnes que les dix dernières. Ils n'étaient que 15 % à formuler ce pronostic en juin 1977. Dans ce

TABLEAU 2. — *La dérive droitère de Valéry Giscard d'Estaing*

*Le classement sur l'axe gauche-droite de M. Giscard d'Estaing  
entre 1974 et 1981*

(en %)

Le classement sur l'axe gauche-droite de VGE	Avril 1974	Septembre 1974	Février 1976	Janvier 1977
Extrême-gauche				
Gauche		1	3	1
Centre-gauche	2	3	1	2
Centre	19	28	16	18
Centre-droit	33	30	26	29
Droite	29	22	25	30
Extrême-droite	10	9	19	11
Sans réponse	7	7	10	9
	100	100	100	100

Le classement sur l'axe gauche-droite de VGE	Décembre 1977	Octobre 1978	Décembre 1979	Février 1981
Extrême-gauche				
Gauche			1	1
Centre-gauche	1	2	1	1
Centre	17	18	16	16
Centre-droit	38	35	29	28
Droite	28	30	30	34
Extrême-droite	12	11	17	16
Sans réponse	4	4	6	4
	100	100	100	100

Source : Enquêtes SOFRES.

contexte, l'électorat, plus encore qu'en 1974, aspire au changement politique et aux réformes. A sept ans de distance, 70 % des électeurs, au lieu de 61 %, souhaitent « un changement politique en profondeur » et 73 %, au lieu de 66 %, se prononcent pour une transformation importante de la société. Ce vœu est majoritaire dans toutes les catégories de la population. Trois années de semi-opposition ont modifié les attitudes de l'électorat gaulliste : 71 % des supporters de J. Chirac, au lieu de 53 % des partisans de J. Chaban-Delmas en 1974, souhaitent désormais une transformation importante de la société.

En réponse à cette demande accrue de changements et de réformes, M. Giscard d'Estaing a progressivement multiplié les gages aux clans les plus conservateurs de sa majorité — sans pour autant parvenir à assurer sa cohésion. L'allégresse réformatrice de la première période du septennat est bien loin. Du moins l'opinion le ressent-elle ainsi, qui classe dans les sondages le Président de plus en plus à droite, ce qu'il faut bien appeler la « dérive droitière » de V. Giscard d'Estaing (tableau 2).

#### L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE OU LA DOUBLE SANCTION DE LA DÉSUNION

##### *Le gel de la campagne électorale*

La période qui va de la décision de M. Mitterrand, le 8 novembre, à l'annonce de la candidature de M. Giscard d'Estaing le 2 mars, cristallise tous les éléments du changement politique d'avril-mai. Au cours des sept semaines qui vont suivre, le Président sortant parviendra à enrayer la chute de ses soutiens et la baisse de son image mais il ne refera pas le terrain perdu.

Très vite, l'électorat socialiste se rassemble derrière M. Mitterrand, comme si les querelles intestines n'avaient jamais eu lieu. On assiste à une remontée rapide du député de la Nièvre dans les sondages de popularité comme dans les intentions de vote. En octobre, 27 % des Français estimaient qu'il ferait un bon Président, ils sont 42 % à formuler ce jugement en janvier et 54 % en février. Le pourcentage ne variera plus guère. Certes, sur tous les aspects de l'image personnelle, M. Mitterrand conservera jusqu'au bout un net retard sur son rival, mais désormais l'homme disparaît derrière son combat.

Pour sa part, le PC ne parvient pas à assurer la mobilisation de ses sympathisants ni à freiner l'aspiration unitaire de ses électeurs. Spontanément, en janvier, 69 % des communistes déclarent leur intention de voter au second tour pour M. Mitterrand et 76 %

souhaitent le succès du leader socialiste face au Président sortant ; en février, 61 % de sympathisants — au lieu de 39 % en octobre ! — expriment le vœu qu'au second tour M. Marchais appelle lui-même à voter pour M. Mitterrand. Plus frappant pour le PC : les intentions de vote en faveur du secrétaire général stagnent à 16-17 % et le quart des sympathisants communistes souhaite l'élection de M. Mitterrand plutôt que celle du candidat officiel de leur parti.

Face à cette évolution de la gauche, tout entière favorable au leader socialiste, M. Giscard d'Estaing voit, à partir de l'automne, sa cote de popularité baisser : 54 % de confiance en septembre, 50 % en novembre, 47 % en janvier, 44 % en février, 41 % en mars. La confiance décline dans toutes les catégories et particulièrement parmi celles qui sont le plus favorables à la majorité ; elle correspond à un détachement des élites sociales qui ouvre la voie à la campagne de Jacques Chirac. Dans le baromètre *Figaro-Magazine-SOFRES* de mars, le Président de la République est plus populaire parmi les ouvriers (39 % lui font confiance) que chez les cadres supérieurs et professions libérales (37 %) !

Comme tous les autres indicateurs, l'appréciation sur le bilan de M. Giscard d'Estaing se renverse et devient fortement négative à la fin 1980. Dans la série des sondages que l'IFOP réalise pour *Le Point*, on relève 46 % de jugements positifs en septembre, 40 % en novembre et 33 % en janvier. Par ailleurs, 36 % seulement des Français estiment qu'au cours des sept dernières années il y a eu des « progrès importants » dans la vie des gens comme eux, 60 % exprimant l'avis contraire. Plus significatif encore : l'opinion se montre sceptique sur la capacité de M. Giscard d'Estaing à mener à bien la politique de la France dans les sept prochaines années. Invitées par la SOFRES et *L'Expansion* à élaborer les deux scénarios d'une présidence de M. Mitterrand et d'une réélection de M. Giscard d'Estaing, les personnes interrogées donnent presque constamment l'avantage au candidat socialiste : 34 % pensent qu'avec F. Mitterrand les sept prochaines années seront meilleures que les sept dernières, 32 % qu'il y aura moins de chômeurs, 21 % une hausse des prix moins forte ; pour V. Giscard d'Estaing les pourcentages s'établissent respectivement à 15 %, 10 % et 8 %.

D'octobre à février, on constate dans les intentions de vote (7) une forte baisse du score de M. Giscard d'Estaing, une remontée

(7) Voir la chronique d'Olivier DUHAMEL et Jean-Luc PARODI, L'évolution des intentions de vote, contribution à l'explication de l'élection présidentielle de 1981, *Pouvoirs*, 18, p. 159-174.

spectaculaire de M. Mitterrand et une progression sensible de M. Chirac. A la mi-février, les rapports de force s'établissent pratiquement à leur niveau du 26 avril et du 10 mai. L'expression « gel de la campagne électorale », qui laisse croire au *statu quo*, est bien sûr abusive : au cours des deux mois à venir, M. Giscard d'Estaing va freiner sa chute, M. Chirac poursuivre son ascension et M. Marchais baisser encore. Mais le résultat final du deuxième tour est déjà là. Tout se passe comme si, au début du mois de février, les données du changement politique étaient toutes réunies.

TABLEAU 3. — *Les intentions de vote avant l'entrée en lice de M. Giscard d'Estaing*  
(en %)

	Les intentions de vote (Enquête Figaro-SOFRES 6-12 février)		Le résultat final en métropole	
	1 <sup>er</sup> tour	2 <sup>e</sup> tour	26 avril	10 mai
G. Marchais	17		15,5	
Candidats d'extrême-gauche	3,5		3,4	
F. Mitterrand	25	52	26,1	52,2
M. Crépeau	1,5		2,2	
<b>Total gauche</b>	<b>47</b>		<b>47,2</b>	
B. Lalonde	3,5		3,9	
V. Giscard d'Estaing	28	48	27,8	47,8
J. Chirac	13		18	
M. Debré	4		1,6	
M.-F. Garaud	3		1,3	
Divers droite et extrême-droite	1,5			
<b>Total droite</b>	<b>49,5</b>		<b>48,8</b>	

### *Le 26 avril : la chute du Parti communiste*

Au regard des élections législatives de 1978, le premier tour, le 26 avril, fait apparaître un léger recul de l'influence de la gauche dans le pays. Avec 47,3 % des suffrages exprimés, elle n'atteint pas son score d'il y a trois ans (49,4 %) et se trouve devancée par la droite (48,8 %). A eux seuls, les candidats socialiste et communiste demeurent en deçà (41,6 %) de la performance de leurs deux partis



en 1978 (43,4 %). Mais, par rapport à la précédente élection présidentielle, la gauche progresse d'un point, alors que la droite recule nettement (moins 3,7 %), le candidat écologiste passant pour sa part de 1,3 % à 3,9 %. Or, en 1974, le résultat final s'était joué à moins de 1 %... En outre, deux éléments nouveaux bouleversent le jeu politique : à gauche, M. Mitterrand écrase M. Marchais, à droite, M. Giscard d'Estaing n'écrase pas M. Chirac.

En 1978, socialistes et communistes faisaient encore jeu égal : moins de 600 000 voix (environ 2 % des suffrages exprimés) séparaient les deux partis. Trois ans plus tard, M. Mitterrand distance M. Marchais de trois millions de voix, soit 11 % des suffrages exprimés ! Le quart de l'électorat communiste s'est porté dès le premier tour sur l'ancien candidat commun de la gauche. Pour expliquer un tel séisme dans le plus stable et le plus fidèle des électorats, plusieurs

TABLEAU 4. — *L'interprétation du recul communiste**L'opinion des électeurs communistes de 1978*

*Question.* — Vous savez que le Parti communiste a subi un fort recul au premier tour de l'élection présidentielle. A votre avis, à quoi est dû ce recul du Parti communiste ?

(en %)	Communistes 78/ Marchais 81	Communistes 78/ Mitterrand 81	Ensemble des électeurs communistes de 1978
Renforcer les chances du candidat de gauche le mieux placé	64	46	54
Condamner l'attitude du PC sur les immigrés et la drogue	11	15	13
G. Marchais n'était pas un très bon candidat	10	33	18
L'évolution de la société française (montée des classes moyennes)	6	12	8
Condamner la politique de la direction du PC (attaques contre le PS, exclusion des intellectuels)	11	17	15
La crainte de l'élimination de la gauche par J. Chirac	54	35	45
Sans opinion	5	8	8

Source : SOFRES. Sondage postélectoral présidentiel, 15-20 mai 1981.

hypothèses ont été avancées, au premier rang desquelles le « vote utile » pour le candidat de gauche le mieux placé. Dans le sondage post-électoral de la SOFRES réalisé pour *Le Nouvel Observateur* (8), les électeurs infidèles du PC privilégient cette explication mais ils se montrent sévères pour Georges Marchais : 33 % d'entre eux estiment que leur secrétaire général « n'était pas un très bon candidat » (tableau 4).

A l'évidence, il s'est produit un mouvement général de l'électorat communiste visant à majorer les chances de la gauche. Quel que soit le niveau d'implantation et d'encadrement du parti, le quart de ses électeurs a abandonné son comportement habituel. Face à M. Mitterrand, légitimé par ses candidatures antérieures et mieux placé pour l'emporter, la présence de M. Marchais est apparue inopportune à plus d'un million d'électeurs, qui, *volens nolens*, ont ainsi condamné l'attitude sectaire et anti-unitaire de leur parti (9). L'état-major communiste avait pourtant bien analysé un phénomène semblable, à une tout autre échelle il est vrai, en septembre 1978 lors d'une élection législative partielle. Dans la 4<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais où le candidat socialiste élu en mars avait été invalidé, le PC était brusquement passé de 13 à 6 % des voix en l'espace de six mois. Les dirigeants communistes avaient alors reconnu que la présence du parti était devenue « inopportune », le socialiste invalidé ayant acquis une légitimité particulière aux yeux des électeurs de gauche. *Mutatis mutandis*, le 26 avril 1981, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

A droite, en dépit des candidatures Debré et Garaud, M. Chirac réalise un score tout à fait honorable (18 % des suffrages exprimés). Surtout, le maire de Paris devance le Président sortant dans plusieurs catégories traditionnellement favorables à la majorité : les chefs d'entreprise, les professions libérales, les cadres supérieurs et les agriculteurs ; il fait jeu égal parmi les petits commerçants et artisans. C'est en définitive l'appui massif des personnes âgées (48 % des voix parmi les plus de 65 ans) qui place M. Giscard d'Estaing en tête de tous les candidats, avec 28 % des suffrages. Calculé sur la partie de l'électorat ayant moins de 65 ans, le score du Président sortant se trouverait ramené à 24 %.

(8) Ce sondage post-électoral a été réalisé entre le 15 et le 20 mai 1981 auprès d'un échantillon national de 2 000 électeurs. Les principaux résultats, commentés par Jacques JULLIARD, ont été publiés dans *Le Nouvel Observateur* du 1<sup>er</sup> juin 1981.

(9) Selon une enquête BVA effectuée entre les 11 et 16 mars 1981 (*L'Express* du 4 avril), 43 % des électeurs communistes désapprouvent l'attitude de leur parti en ce qui concerne *les relations avec les socialistes* (39 % l'approuvent, 18 % n'ont pas d'opinion).

*Le 10 mai : l'alternance*

Au second tour, avec 52,2 % des suffrages exprimés en France métropolitaine, M. Mitterrand est élu Président de la République. Le candidat socialiste totalise 15 541 905 voix contre 14 219 051 à son rival, soit une avance supérieure à 1 300 000 suffrages. Ce succès, probable au vu des résultats du 26 avril et du soutien du PC, est amplifié par les bons reports de l'électorat communiste et l'indiscipline d'une fraction de la droite.

Non seulement, le blocage communiste, escompté par la majorité, n'a pas fonctionné mais la presque totalité des électeurs de M. Marchais (92 % selon le sondage post-électoral de la SOFRES) a apporté ses voix au leader socialiste. Du reste, le PC aurait-il pu adopter une autre attitude que le report sans négociation ni contrepartie ? Selon le sondage IFOP-*Le Point* réalisé les 27 et 28 avril, c'est-à-dire *avant* la décision du bureau politique, 84 % des partisans de M. Marchais annonçaient leur intention de voter pour M. Mitterrand. Le secrétaire général du PC a, selon la vieille maxime, suivi ses troupes (puisque je suis leur chef...).

Dans la majorité, en revanche, M. Giscard d'Estaing ne retrouve pas toutes les voix de ses rivaux au premier tour. Dans l'électorat de M. Chirac, il recueille 73 % des suffrages ; 16 % des partisans du maire de Paris optent pour M. Mitterrand, 11 % se réfugient dans l'abstention, le vote blanc ou nul. Calculé sur la France métropolitaine, cette déperdition représente 1 385 000 voix, 820 000 voix se portant directement sur le candidat de gauche et 565 000 allant vers l'abstention, le vote blanc ou nul. Le mouvement correspond très exactement à l'écart entre les deux candidats. M. Giscard d'Estaing paie ainsi au prix fort de ne pas avoir veillé à l'unité de sa majorité après la victoire de 1978. L'élection présidentielle sanctionne, à l'avantage des socialistes, la division de la gauche et la mésentente majoritaire.

L'indiscipline de la droite suffit-elle pour autant à expliquer l'échec du Président sortant ? Certes pas. Comme l'a justement souligné Jean Charlot (10), *la totalité* des électeurs du maire de Paris aurait dû se reporter sur M. Giscard d'Estaing, pour simplement placer les deux candidats à égalité. Cela, bien sûr, était inconcevable. En 1974, par exemple, dans un tout autre contexte, le ministre des finances de l'époque n'avait retrouvé que 83 % des voix de M. Cha-

(10) Voir Jean CHARLOT, *Le double enchaînement de la défaite et de la victoire, Revue politique et parlementaire*, n° 892, mai-juin 1981, p. 15-28.

ban-Delmas. L'indiscipline de la majorité ne suffit pas à expliquer la défaite du 10 mai, mais son ampleur a creusé l'écart entre les deux candidats. La netteté de la victoire de M. Mitterrand va créer une dynamique politique nouvelle et favorisera le raz de marée socialiste aux élections législatives. Ce phénomène historique justifie une analyse plus détaillée de la contribution de l'électorat chiraquien au succès du député de la Nièvre.

*Y a-t-il eu un malentendu de l'électorat chiraquien ?*

En s'appuyant sur une exploitation inédite du sondage post-électoral *SOFRES-Nouvel Observateur*, les tableaux 5 et 6 analysent la composition et les attitudes des deux électors chiraquiens dissidents du second tour — celui qui s'est porté vers M. Mitterrand et celui qui a opté pour l'abstention, le vote blanc ou nul. Le choix de ces électeurs repose-t-il sur un malentendu ? Puisque tout au long de la campagne, l'opinion a pronostiqué la réélection de M. Giscard d'Estaing, on peut croire en effet que, faute de connaître les résultats des sondages, ces électeurs dissidents ont voté « à l'aveuglette » : croyant punir le Président sans le faire battre, ils ont, en fait, contribué au succès de la gauche...

TABLEAU 5 — *Les électors chiraquiens dissidents du 2<sup>e</sup> tour*

*La composition sociologique*  
(en %)

	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ Mitterrand 2 <sup>e</sup> tour	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ abstentions + blancs ou nuls 2 <sup>e</sup> tour	Comparaison avec l'ensemble des électeurs Chirac du 1 <sup>er</sup> tour
<i>Sexe :</i>			
Homme	53	66	51
Femme	47	34	49
	100	100	100
<i>Age :</i>			
18 à 34 ans	35	37	30
35 à 49 ans	24	14	29
50 ans et plus	41	49	41
	100	100	100

	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ Mitterrand 2 <sup>e</sup> tour	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ abstentions + blancs ou nuls 2 <sup>e</sup> tour	Comparaison avec l'ensemble des électeurs Chirac du 1 <sup>er</sup> tour
<i>Profession du chef de famille :</i>			
Agriculteur, salarié agricole	6	18	13
Petit commerçant, artisan	7	8	10
Cadre supérieur, profession libérale, gros commerçant, industriel	18	19	21
Cadre moyen, employé	19	14	19
Ouvrier	27	21	19
Inactif, retraité	23	20	18
	100	100	100
<i>Secteur d'activité de la personne interrogée :</i>			
Travaille à son compte	20	54	38
Salarié du secteur privé	50	26	46
Salarié du secteur public	30	20	16
	100	100	100
<i>Intérêt pour la politique :</i>			
Beaucoup	21	22	19
Un peu	47	51	53
Très peu	25	20	23
Pas du tout	7	7	5
	100	100	100
<i>Classement sur l'axe gauche-droite :</i>			
Extrême-gauche			
Gauche	2		1
Centre-gauche	27	13	7
Centre	49	49	41
Centre-droit	18	24	38
Droite	2	7	10
Extrême-droite	2	2	2
Sans réponse		5	1
	100	100	100

Source : SOFRES. Sondage post-électoral présidentiel, 15-20 mai 1981.

En réalité, la différence entre ces deux électors dissidents est considérable. Le refus de choisir entre les deux candidats touche la fraction la plus anti-giscardienne de l'électorat de M. Chirac. Très politisée — il ne s'agit pas d'une abstention de désintérêt mais d'une non-participation de refus —, plus masculine, plus âgée, composée pour l'essentiel de travailleurs indépendants et d'employeurs, assez

TABLEAU 6. — Les électeurs chiraquiens dissidents du 2<sup>e</sup> tour

Les réactions au résultat du 2<sup>e</sup> tour  
(en %)

Question. — Etes-vous plutôt satisfait ou plutôt déçu du résultat de l'élection présidentielle ?	Les raisons du succès de M. Mitterrand		Les raisons de la défaite de M. Giscard d'Estaing	
	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ Mitterrand 2 <sup>e</sup> tour	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ + blancs ou nuls 2 <sup>e</sup> tour	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ Mitterrand 2 <sup>e</sup> tour	Chirac 1 <sup>er</sup> tour/ + blancs ou nuls 2 <sup>e</sup> tour
Satisfait	72	20		
Déçu	6	23		
Sans opinion	22	57		
	100	100		
			Le soutien de tous les partis de gauche	Le danger de 14 ans de pouvoir
			L'étoffe d'un Président de la République	L'échec contre le chômage
			La capacité à diminuer le chômage	L'attitude de M. Chirac
			Le défenseur des travailleurs	Les « affaires »
			La volonté d'apporter de grands changements à la société	L'absence de propositions nouvelles de VGE
			La volonté de se débarrasser de VGE	La trop longue présence de M. Barre à Matignon
			Sans opinion	Sans opinion

Source : SORFES. Sondage post-électoral présidentiel, 15-20 mai 1981.

à droite, cette partie de l'électorat du maire de Paris explique avant tout le succès de M. Mitterrand par la volonté des Français de « se débarrasser de M. Giscard d'Estaing » et l'échec du Président sortant par la trop longue présence de M. Barre à l'hôtel Matignon. Ces électeurs ne paraissent pas hantés par le remords : 23 % seulement se déclarent déçus du résultat de l'élection, 20 % sont satisfaits et 57 % sans opinion.

A l'opposé, le choix des électeurs de M. Chirac ayant voté pour M. Mitterrand prend valeur d'un ralliement, plus que d'un vote anti-Giscard. Cet électorat, plutôt féminin, largement composé de salariés et comprenant même une forte proportion d'ouvriers, a son centre de gravité au centre-gauche. Il place en tête des raisons de la défaite de M. Giscard d'Estaing son échec face au chômage et l'absence de propositions nouvelles au cours de la campagne ; en faveur de M. Mitterrand domine la volonté prêtée au leader socialiste « d'apporter de grands changements à la société française ». Enfin, 72 % de ces électeurs sont satisfaits du résultat final, 6 % seulement déçus.

Le vote Mitterrand a valeur d'un ralliement et concerne plus de 800 000 électeurs ; le rejet à l'égard de M. Giscard d'Estaing caractérise l'abstention, le vote blanc ou nul et touche un demi-million d'électeurs. Dès lors la distinction entre les deux électorsats chiraciens dissidents est essentielle : sans l'hostilité personnelle à V. Giscard d'Estaing, le résultat final eût été ramené à 51-49 % mais *il n'aurait pas été inversé* ; contrairement à l'idée souvent émise, la victoire de M. Mitterrand ne résulte pas d'un vote négatif à l'égard du Président sortant mais d'un vote d'adhésion au changement et aux réformes.

### *Des reclassements en profondeur*

Le changement du 10 mai ne se réduit donc pas à une simple alchimie électorale liée aux mécanismes des reports de voix. Il correspond à des reclassements en profondeur de l'électorat français, tant sociologiques que géographiques.

La comparaison des comportements électoraux en 1974 et 1981 montre l'effet de l'âge dans le changement politique. En sept ans, M. Giscard d'Estaing perd au deuxième tour un terrain considérable dans les catégories les plus jeunes. Le recul est rigoureusement lié à l'âge des électeurs : le pourcentage des voix de droite reste identique (60 %) parmi les plus de 65 ans, la perte est de 1 % parmi les 50-64 ans, 2 % parmi les 35-49 ans et 5 % parmi les 21-34 ans. On peut se demander en outre si la défaite du Président ne tient pas à

l'abaissement du droit de vote à 18 ans. La réponse est négative. Selon les informations tirées des sondages, la perte maximale de M. Giscard d'Estaing ne doit pas excéder 250 000 voix parmi les 18-20 ans. Le phénomène n'est pas suffisant pour expliquer à lui seul l'échec mais il ajoute à beaucoup d'autres un handicap supplémentaire.

A sept ans de distance, l'analyse du vote par catégories sociales révèle la grande stabilité du comportement des ouvriers, des cadres supérieurs et des inactifs, l'évolution, dans un choix encore très marqué, des agriculteurs et petits commerçants et enfin la transformation du vote des couches moyennes salariées (11) : 62 % des cadres moyens et employés se prononcent en 1981 pour M. Mitterrand au lieu de 53 % en 1974.

TABLEAU 7. — *L'évolution du vote Mitterrand entre 1974 et 1981 selon les catégories sociales*

	1974 2 <sup>e</sup> tour	1981 2 <sup>e</sup> tour	Ecart
<i>Ensemble du corps électoral :</i>	49	52	+ 3
<i>Profession de la personne interrogée</i>			
Agriculteur, salarié agricole	28	32	+ 4
Petit commerçant, artisan	33	36	+ 3
Cadre supérieur, profession libérale, gros commerçant, industriel	44	45	+ 1
Cadre moyen, employé	53	62	+ 9
Ouvrier	73	72	— 1
Inactif, retraité	45	45	=

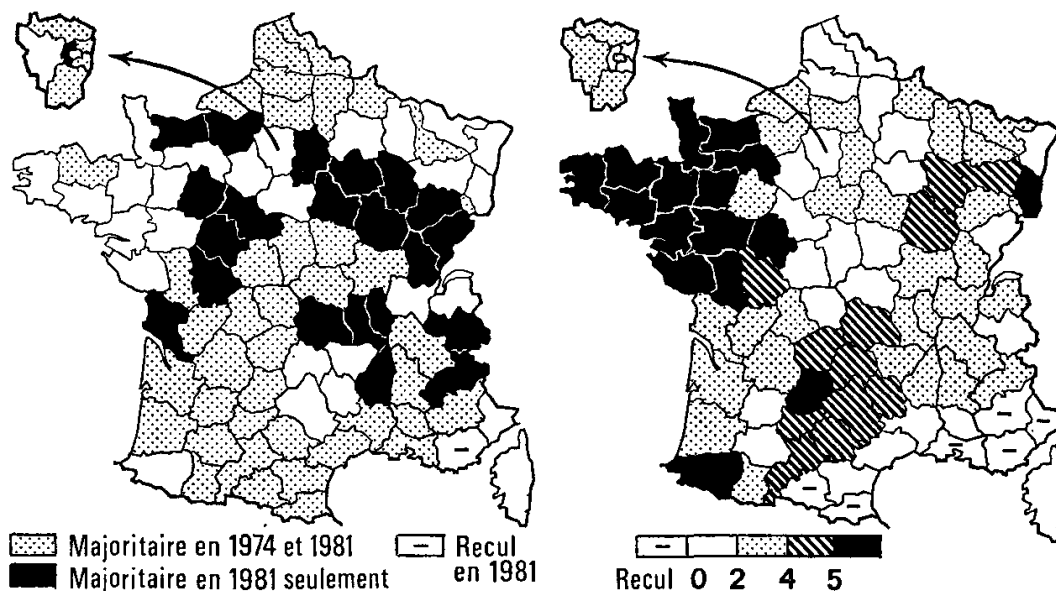
Source : SOFRES. Sondages postélectorales pour *Le Nouvel Observateur*.

Le recours à la cartographie met en lumière deux phénomènes distincts : la France de M. Mitterrand (carte 1) reste en 1981 assez proche de ce qu'elle était en 1974 : aux départements déjà acquis à la gauche (dans le Sud-Ouest, le Midi méditerranéen et le Nord) se sont ajoutés 22 départements à la lisière de ses terres traditionnelles — le gain le plus net étant enregistré en Bourgogne et en Franche-Comté. Si, dans un deuxième temps, on considère les mouvements de voix entre 1974 et 1981 (carte 2), la gauche marque des progrès spec-

(11) Sur l'évolution des couches moyennes salariées entre 1967 et 1978, on lira le chapitre de Gérard GRUNBERG et Etienne SCHWEISGUTH, *Profession et vote : la poussée de la gauche*, p. 139-167, in *France de gauche, vote à droite*, op. cit.



taculaires dans l'Ouest catholique, des Deux-Sèvres à la Manche ; elle connaît à l'inverse un tassement dans ses bastions du Midi méditerranéen, où l'influence du Parti communiste est traditionnellement forte.



CARTE 1. — La France de M. Mitterrand en 1974 et 1981

CARTE 2. — Les progrès de M. Mitterrand du 2<sup>e</sup> tour de 1974 au 2<sup>e</sup> tour de 1981

#### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES :

#### LE PARTI SOCIALISTE EN SITUATION DE RÊVE

#### *La dynamique du changement*

Cinq semaines après l'élection présidentielle, les élections législatives voient le triomphe du Parti socialiste : à lui seul, il obtient en France métropolitaine 36,3 % des suffrages exprimés ; avec ses alliés radicaux de gauche et les divers candidats qu'il a investis, son score s'établit à 38 %. Le recul communiste est spectaculairement confirmé (16,1 %) et le rapport gauche-droite s'établit à un niveau jamais atteint depuis la Libération (56-43 %).

Pourtant au lendemain du 10 mai, beaucoup pensent encore que la reconduction de la majorité sortante est possible, l'élection du leader socialiste paraissant due à un rejet du Président sortant. L'opinion elle-même semble partager cette analyse : 70 % des personnes

interrogées pensent que, « si M. Mitterrand a été élu, c'est parce que les Français ne voulaient plus de M. Giscard d'Estaing », 24 % seulement estiment que le candidat socialiste a gagné « parce que la gauche est devenue majoritaire dans le pays ». En réalité, les données du jeu politique sont déjà bouleversées. Alors que la campagne présidentielle s'était déroulée sans passion ni enthousiasme, son issue provoque un sentiment de satisfaction, d'espoir et de confiance. 53 % des Français se déclarent satisfaits du résultat, 30 % seulement déçus. 44 % estiment que le scrutin aura des conséquences positives sur leur vie de tous les jours, au lieu de 27 % en 1974. Le premier baromètre *Figaro-Magazine-SOFRES* du nouveau septennat situe la confiance à un niveau exceptionnel : 74 % pour le Président de la République et 71 % pour le Premier ministre. Au-delà de ce climat d'euphorie, la poussée socialiste aux élections législatives va être rendue possible par un triple mécanisme : une dynamique des réformes, un souhait de concordance entre les majorités présidentielle et législative, enfin l'attitude ambiguë du PS sur ses relations avec le PC.

Les Français se prononcent tout d'abord pour la mise en œuvre d'une politique de réformes. 57 % d'entre eux pensent que l'application du programme socialiste aurait des effets positifs pour l'économie française. La majorité interprète le vote Mitterrand comme une volonté de changer les dirigeants mais le plus grand nombre (51 % contre 33 %) se prononce pour « la transformation en profondeur des structures économiques et sociales de la société française » (tableau 8).

TABLEAU 8. — *La dynamique des réformes*  
(en %)

	En élisant M. Mitterrand, les Français ont-ils voulu...	Vous-même, que souhaitez-vous...
... changer la politique française et ses dirigeants ?	56	33
... transformer en profondeur les structures économiques et sociales de la société française ?	36	51
Sans opinion	8	16
	100	100

Source : SOFRES. Enquête inédite, 22-26 mai 1981.

En outre, l'argumentation institutionnelle de Jacques Chirac — il faut reconduire la majorité RPR-UDF comme contrepoids aux nouveaux pouvoirs présidentiels — fait long feu. Fidèle aux enseignements de la V<sup>e</sup> République, l'opinion publique se prononce pour la concordance entre la future majorité législative et la nouvelle majorité présidentielle. Interrogés à la fin du mois de mai, 59 % des Français (parmi lesquels 21 % des RPR et 16 % des UDF) souhaitent que « les législatives donnent à M. Mitterrand une majorité qui lui soit favorable pour gouverner », 31 % préférant « reconduire la majorité sortante pour faire contrepoids aux pouvoirs de M. Mitterrand ».

Fort habilement, les nouveaux dirigeants du pays s'abstiennent de prendre position sur la participation des communistes au Gouvernement. Les Français, en effet, demeurent hostiles, dans leur majorité, à l'alliance entre le Parti socialiste et le Parti communiste. 50 % (contre 39 % d'avis contraire) souhaitent qu'il n'y ait pas d'entente entre M. Mitterrand et le PC ; 48 % (contre 42 %) sont opposés à un accord entre les deux partis en vue des législatives. En s'abstenant de toute indication très précise, le PS ne contribue pas à la clarté du choix mais il évite le risque de voir fuir la partie de son électorat (environ le tiers) hostile à un accord trop étroit avec le PC ; plus encore, une fraction de l'électorat modéré peut voter socialiste comme ultime barrage à l'influence communiste.

### *L'amplification de la victoire socialiste du 10 mai*

Au premier tour, le 14 juin, le Parti socialiste bénéficie d'une situation exceptionnelle : la quasi-disparition des candidats marginaux, le concours d'une partie de l'électorat communiste, le ralliement d'une fraction de la droite.

En raison des délais d'enregistrement et de la brièveté de la campagne, le nombre des candidats est nettement inférieur à ce qu'il était en 1978. Dans beaucoup de circonscriptions, on ne compte que trois candidats, le communiste, le socialiste et l'UNM. Le Parti socialiste, qui souffre traditionnellement le plus de la concurrence des petits partis, se trouve donc favorisé. De surcroît, le 14 juin, les électeurs se portent massivement vers les grandes formations, y compris dans les circonscriptions où est offerte à leur choix une grande diversité de nuances. Avec ces deux phénomènes conjugués, les petits partis perdent, en comparaison avec 1978, plus de la moitié de leur influence dans le pays : l'extrême-gauche passe de 3,2 % à

1,2 %, les écologistes de 2 % à 1,1 %, les modérés et divers droite de 3,7 à 1,1 %, l'extrême-droite enfin de 0,7 à 0,3 %.

Le recul communiste est confirmé mais il n'est pas tout à fait de même nature qu'à l'élection présidentielle. Le 26 avril, la perte (environ le quart des suffrages) était homogène quel que soit le type de circonscription. Le 14 juin, le PC réussit à maintenir son influence dans les 86 circonscriptions qu'il détient. En revanche, la baisse atteint le tiers de son influence dans les circonscriptions où le socialiste est sortant et dans les circonscriptions UDF-RPR, là où le PS apparaît le mieux placé pour l'emporter.

TABLEAU 9. — *Le recul du Parti communiste aux élections législatives selon le type de circonscription*  
(Pourcentage de suffrages exprimés)

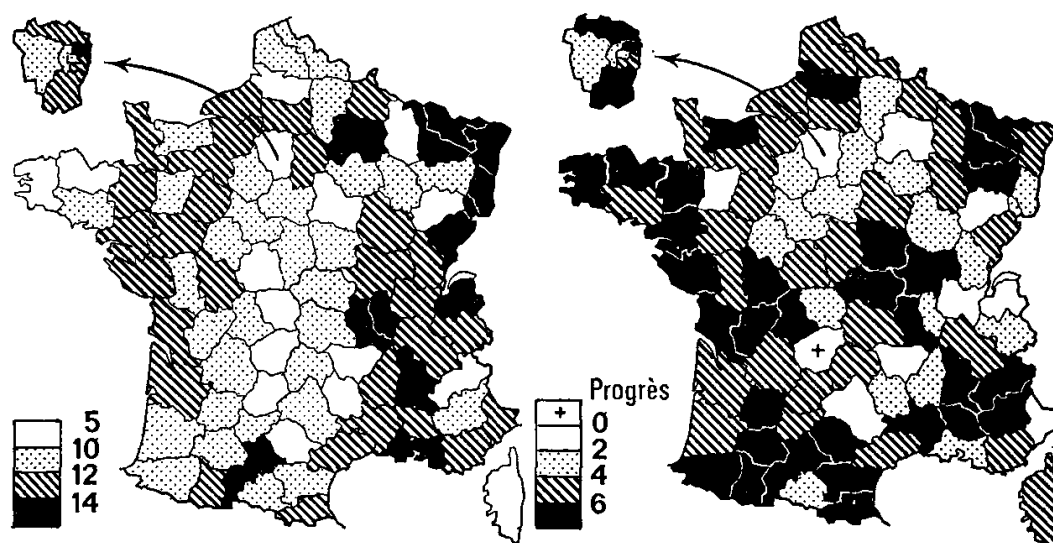
Etiquette du député élu en 1978	PC Législatives 1978	PC Présidentielle 1981	PC Législatives 1981	Ecart 1981-1978	Indice d'évolution 1981-1978
PC	32,3	24,1	31,5	— 0,8	98
PS-MRG	18,7	15,2	13,1	— 5,6	70
UDF	17,0	12,1	11,0	— 6,0	65
RPR	16,5	12,2	11,3	— 5,2	69

Source : Opération estimation SOFRES - TF 1 - France-Inter dirigée par Colette Ysmal. Calculs établis à partir d'un échantillon national de 417 bureaux de vote.

En s'appuyant sur les résultats calculés par rapport aux électeurs inscrits, certains spécialistes ont été tentés d'analyser les résultats comme une non-progression de la gauche (39 % des électeurs inscrits au lieu de 40,4 % en 1978), le recul de la droite (30,1 % au lieu de 39,1 %) étant selon eux imputable à la montée de l'abstention (29,1 % au lieu de 16,8 % il y a trois ans). Si l'on suit cette analyse, les électeurs UDF et RPR ne se seraient pas ralliés aux socialistes mais, démobilisés par le résultat de l'élection présidentielle, ils n'auraient pas participé au scrutin législatif. La gauche aurait ainsi gagné, faute de combattants ; la signification et la portée de sa victoire en seraient considérablement limitées (12). Or, ni l'analyse du sondage

(12) Développant cette analyse, François GOGUEL écrit : « Le peuple français a sans doute conféré aux partis de gauche la faculté de transformer profondément les structures de la société et de l'économie françaises. Mais il ne leur en a pas vraiment donné le mandat », *Le Monde*, 11 novembre 1981.

postélectoral de la SOFRES pour *Le Nouvel Observateur* (13), ni l'analyse géographique du scrutin ne permettent de conclure en ce sens. Le taux d'abstentionnisme déclaré est le même (14 %) dans les électors de gauche et de droite de l'élection présidentielle. Les cartes 3 et 4 analysent les progrès de l'abstention et les pertes de la droite ; elles permettent de conclure à la forte indépendance des deux phénomènes. Dans plusieurs départements du Sud-Ouest, de l'Ouest



CARTE 3. — La progression de l'abstention de 1978 à 1981

CARTE 4. — Les pertes de la droite de 1978 à 1981

(le Finistère, les Côtes-du-Nord) et du Nord (la Somme), la droite subit un très fort recul alors que l'abstention y progresse moins fortement qu'ailleurs. Inversement dans certains départements très abstentionnistes (la Marne, le Haut-Rhin, la Haute-Savoie), la droite résiste plutôt bien. Selon toute vraisemblance, la non-participation touche toutes les forces politiques ; la défaite de la majorité sortante ne tient pas à un abstentionnisme différentiel mais au ralliement sur les candidats socialistes d'une partie de son électorat (10 à 15 %). Le phénomène est particulièrement accusé dans les circonscriptions communistes, où le vote socialiste apparaît le plus sûr moyen de faire barrage au PC.

(13) Ce sondage postélectoral a été effectué du 22 au 24 juin 1981, auprès d'un échantillon national de 1 000 électeurs. Les principaux résultats, commentés par Jacques JULLIARD, ont été publiés dans *Le Nouvel Observateur* du 4 juillet 1981.

TABLEAU 10. — *Quelques exemples de la poussée socialiste et du recul de la droite dans les circonscriptions communistes*  
(Pourcentage de suffrages exprimés)

	PS-MRG 1978	PS-MRG 1981	Ecart	Indice d'évolution
Allier 2 <sup>e</sup>	18,0	44,4	+ 26,4	247
Côtes-du-Nord 4 <sup>e</sup>	22,2	39,6	+ 17,4	178
Meurthe-et-Moselle 7 <sup>e</sup>	26,0	38,4	+ 12,4	148
Nord 22 <sup>e</sup>	20,5	36,8	+ 16,3	180
Pas-de-Calais 5 <sup>e</sup>	25,6	42,4	+ 16,8	166

	Droite 1978	Droite 1981	Ecart	Indice d'évolution
Allier 2 <sup>e</sup>	40,7	17,8	— 22,9	44
Côtes-du-Nord 4 <sup>e</sup>	44,9	31,5	— 13,4	70
Meurthe-et-Moselle 7 <sup>e</sup>	36,2	21,9	— 14,3	60
Nord 22 <sup>e</sup>	40,8	28,9	— 11,9	71
Pas-de-Calais 5 <sup>e</sup>	38,3	28,7	— 9,6	75

Dès le premier tour, le Parti socialiste compte 47 élus. Pour le second tour, les mécanismes du scrutin majoritaire et du désistement pour le candidat de gauche le mieux placé vont jouer à plein en sa faveur. Comptant pour 65 % des voix de gauche, le PS est son représentant dans 84 % des circonscriptions en ballottage. Situation idéale pour les amis de M. Mitterrand (sinon pour le PC lui-même...) : les socialistes sont assurés de retrouver les suffrages communistes ; en outre, ils peuvent attirer les voix des candidats marginaux et rallier une partie des électeurs UNM dans les situations de primaire. Le 21 juin, pour la première fois depuis 1936, la droite subit les rigueurs du scrutin majoritaire. Avec 56 % des voix au deuxième tour, la gauche enlève 85 % des sièges à pourvoir. Fort de ses 36 % du premier tour, le PS détient les trois cinquièmes des sièges dans la nouvelle Assemblée.

### *Un nouvel ordre électoral ?*

Le rapport gauche-droite bouleversé, le PS parti dominant, le PC ramené à son plus faible score depuis quarante-cinq ans. Le grand

chambardement des élections législatives de juin 1981 annonce-t-il pour longtemps un « nouvel ordre électoral » (14) ?

Aux élections législatives, les socialistes ont bénéficié d'une situation exceptionnelle : le choc dans l'opinion du succès de M. Mitterrand, la brièveté de la campagne et son effet de lassitude auprès des électeurs, la quasi-disparition des petits candidats, le ralliement d'une partie des communistes et d'une partie des anti-communistes... Comme l'écrit Alain Lancelot, « le Parti socialiste a été plus seul que dominant » (15). Le temps d'un scrutin, il a marié les contraires : parti des réformes, il est aussi le parti de la nouvelle légitimité présidentielle ; allié au Parti communiste, il est aussi le meilleur rempart contre son influence. De sa capacité à demeurer à la fois l'instigateur des changements souhaités et le plus sûr rival du PC dépendent ses succès futurs. Mais il serait bien extraordinaire que le concours de circonstances du printemps 1981 se reproduise dans un proche avenir. La raison incite à croire au retour progressif du rapport gauche/droite à une situation d'équilibre.

Pour sa part, le Parti communiste sort très affaibli des deux scrutins. On se souvient qu'après la rupture de 1958 (où il passait de 25 à 19 % des suffrages exprimés), il ne retrouva jamais son niveau d'influence. En sera-t-il de même aujourd'hui ? En faisant le pari de la participation au Gouvernement, le parti s'est résolu à tenir compte de la sensibilité profonde de son électorat. Mais, pour reprendre le terrain perdu, il lui faudra à la fois progresser parmi les techniciens, les employés et les intellectuels et attendre l'échec des socialistes — sans apparaître pour autant comme le responsable de leurs déboires.

Le « chiraquisme » va-t-il désormais se poser en principal challenger de la gauche ? Ayant pris appui sur la désaffection des cadres supérieurs et des travailleurs indépendants à l'égard du Président sortant, M. Chirac est le seul candidat à avoir tiré vraiment profit de la campagne présidentielle, mais il est sorti affaibli des élections législatives. Pour prétendre à la succession de M. Mitterrand, le maire de Paris devra veiller à ce qu'aucune force politique puissante ne fasse écran au centre entre le RPR et la gauche ; il devra aussi élargir son influence aux couches moyennes salariées sans lesquelles aucune victoire n'est désormais possible.

(14) Pour reprendre l'expression de Gérard LE GALL, *Le nouvel ordre électoral*, *Revue politique et parlementaire*, n° 893, juillet-août 1981, p. 1-32.

(15) On lira sur ce point l'analyse d'Alain LANCELOT, *L'alternance sur l'air de la vie en rose*, *Projet*, n° 158, septembre-octobre 1981, p. 933-939.

Jérôme JAFFRÉ. — From Valéry Giscard d'Estaing to François Mitterrand :  
Leftist France, votes left.

Mr. Mitterrand's success on May 10, 1981 was not simply an indication of a rejection of Mr. Giscard d'Estaing, but it resulted rather from a fundamental evolution in the electoral body, and in particular in the young and in the middle class salaried employees. The fall of the Communist Party in the first round of the election and the rallying of a part of Mr. Chirac's voters in the second round were the political basis of this change. In June, the legislative elections saw the triumph of the Socialist Party, helped by significant current conditions ; so that it would be premature to conclude that a long lasting change in underlying strengths has occurred.

RÉSUMÉ. — *Le succès de M. Mitterrand, le 10 mai 1981, n'a pas été la simple manifestation d'un vote de rejet à l'égard de M. Giscard d'Estaing mais il résulte plutôt d'une évolution en profondeur du corps électoral, en particulier des jeunes et des couches moyennes salariées. La chute du Parti communiste au premier tour et le ralliement d'une fraction de l'électorat de M. Chirac au second ont été les vecteurs politiques de ce changement. En juin, les élections législatives ont vu le triomphe du Parti socialiste, favorisé par un tel concours de circonstances qu'il serait prématuré d'en conclure à une transformation durable des rapports de force.*